

BOUCLIER ANTIMISSILES EN EUROPE ET STRATÉGIE GLOBALE DES ÉTATS-UNIS

NILS ANDERSSON *

En janvier 2007, Washington a demandé à la République tchèque et à la Pologne d'accueillir sur leur territoire des sites antimissiles américains. Le projet fut présenté comme défensif, destiné à contrer d'éventuels missiles balistiques d'« États voyous », notamment de l'Iran. D'emblée ce type de menace est apparu peu crédible, au vu des moyens dont disposaient les pays présumés et les interrogations se sont multipliées sur les finalités réelles d'un tel projet. Inquiétudes dans les opinions publiques des pays concernés, mais aussi dans les autres pays de l'Union européenne, pressant que tôt ou tard l'OTAN se trouverait impliquée. Pour sa part, la Russie a considéré que ces sites, placés au plus près de ses frontières, visaient son territoire et menaçaient la crédibilité de sa dissuasion nucléaire et elle a donc réagi très vivement en menaçant de contre-mesures de sa part. Ainsi pèse le danger d'une nouvelle course aux armements.

Le projet d'installation d'un bouclier antimissiles et d'un système radar en Pologne et en République tchèque relève, même si les États-Unis ne s'y réfèrent pas explicitement, de la doctrine Brzezinski. Doctrine formulée par l'ancien conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter, dans son livre *Le Grand échiquier* : « L'Eurasie constitue l'axe du monde. Une puissance qui dominerait l'Eurasie exercerait une influence prééminente sur deux des trois régions les plus productives du monde, l'Europe occidentale et l'Asie orientale. Un coup d'œil sur un planisphère suggère que tout pays dominant en Eurasie contrôlerait presque automatiquement le Moyen-Orient et

* JOURNALISTE, ANCIEN DIRECTEUR DES ÉDITIONS LA CITÉ (LAUSANNE)

l'Afrique. L'Eurasie constituant désormais l'échiquier géopolitique décisif [...] L'évolution des équilibres de puissance sur l'immense espace eurasiatique sera d'un impact déterminant sur la suprématie globale de l'Amérique.»¹

Les idéologues néoconservateurs se sont également inspirés de cette doctrine ; citons deux maîtres à penser de George Bush, William Kristol et Lawrence Kaplan : « Notre suprématie ne peut pas être préservée à distance. L'Amérique doit au contraire se considérer à la fois comme une puissance européenne, une puissance asiatique et, bien entendu, une puissance moyen-orientale. »²

Il s'agit là d'une donnée qui peut connaître quelques inflexions dans son application et sa méthode selon l'administration au pouvoir à Washington mais, que ce soit un président républicain ou démocrate, elle garde sa pertinence. L'histoire récente en témoigne ; après la chute du Mur, les États-Unis devenus l'hyperpuissance, un objectif commun à Bush père, Clinton et Bush fils fut d'inscrire la défense de l'Europe dans le cadre de l'OTAN, de réduire l'espace d'influence de la Russie et de renforcer le « containment » de la Chine.

Aujourd'hui, la frontière post-guerre froide part des pays Baltes vers la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie, elle se prolonge avec la Turquie mais, bien que les États-Unis aient pris pied dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, entre la Turquie et le Pakistan, l'Irak et l'Iran représentent un maillon faible et la ligne d'encerclement de la Russie s'en trouve affaiblie. Puis, partant du Pakistan, le tracé se poursuit, à la périphérie de la Chine, vers la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines, la Corée du Sud et le Japon.

Cette donnée géostratégique, venant s'ajouter à l'importance que revêtent l'Irak et l'Iran comme ressources et réserves énergétiques, a conduit à l'aventure militaire irakienne et à l'occupation du pays et pourrait engendrer une guerre contre l'Iran. Si la justification officielle pour les États-Unis de mettre en place un bouclier antimissiles est de se protéger contre une éventuelle attaque balistique de la part des États formant « l'axe du mal », la raison profonde, on le voit, dépasse ce cadre défensif et a un objectif hégémonique.

Avant d'aborder plus spécifiquement la question de l'installation d'un bouclier antimissiles et d'un système radar

¹ Éd. Bayard, 1997.

² *Notre route commence à Bagdad*, Éd. Saint-Simon.

en Europe centrale, examinons le dispositif militaire global dans lequel il s'intègre. Au tournant du ^{xxi}^e siècle, le Département de la défense des États-Unis a achevé la division de la planète en « aires de responsabilité » militaires attribuées à des grands commandements. Rien n'éclaire mieux le projet stratégique et l'ambition hégémonique de l'hyperpuissance que l'énumération des six « aires de responsabilité » qui couvrent aujourd'hui l'ensemble de la planète et dont le contrôle de l'Eurasie est un objectif cardinal.

Un dispositif militaire globalisé

Deux de ces six commandements sont responsables du continent américain et assurent le système de défense intérieur. Le premier, le Commandement Nord (NORTHCOM), créé en 2002, a pour objectif la protection de l'Amérique du Nord : les États-Unis, le Canada, le Mexique, l'Alaska et une zone jusqu'à 500 milles marins des côtes du continent.

Le second, le Commandement Sud (SOUTHCOM), a été créé en 1947. En application de la doctrine Monroe, il est responsable des interventions militaires en Amérique centrale, dans les Caraïbes et l'ensemble du continent sud-américain. Il a également la responsabilité du Golfe du Mexique, des eaux territoriales du continent sud-américain et d'une partie de l'océan Atlantique.

Les autres commandements, l'EUCOM (pour l'Europe), le PACOM (pour l'Asie et le Pacifique) et le CENTCOM (pour le Moyen-Orient), ont une projection opérationnelle eurasiatique, l'AFRICOM (pour l'Afrique), complétant le dispositif.

Un rapide survol de ces commandements permet de préciser leur rôle. L'aire de responsabilité du Commandement Europe (EUCOM), mis en place en 1952, ne se limite pas à l'Europe communautaire mais inclut les Balkans, l'Ukraine, la Biélorussie, le Caucase et la Russie jusqu'à Vladivostok. L'EUCOM a une particularité par rapport aux autres « aires de commandement » en raison de ses liens particuliers avec l'Alliance atlantique ; ainsi le commandant des forces des États-Unis en Europe (EUCOM) est aussi le Commandant suprême des forces de l'OTAN (SACEUR). Cette double fonction souligne l'intégration de l'OTAN dans la structure militaire du Pentagone et la stratégie globale de Washington.

Ce lien de dépendance est confirmé par un document de l'EUCOM précisant que : « La transformation de l'EUCOM soutiendra la transformation de l'OTAN. Nous avons l'intention

d'éliminer les structures héritées de la Guerre froide qui ne sont plus adaptées aux besoins actuels en matière de sécurité. Notre capacité future contiendra des forces avancées rapidement déployables dans des zones de conflit situées en Europe, en Afrique et au-delà. »³ Cet engagement de l'OTAN dans des opérations hors zone se concrétise aujourd'hui en Irak, par une assistance technique, en Afghanistan où, en application du mandat de l'ONU, l'OTAN dirige le FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité), avec l'opération antiterroriste Active Endeavour en Méditerranée, avec la force maritime de l'OTAN déployée dans le golfe d'Oman, la mer d'Arabie, le golfe d'Aden et la mer Rouge et en d'autres lieux.

Le Commandement Centre (CENTCOM), fondé en 1983, couvre l'Égypte, la Péninsule arabique, la Syrie, le Liban, la Jordanie, Israël, l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan, jusqu'au Pakistan. Il s'est élargi, après l'implosion de l'Union soviétique, aux ex-républiques de la Russie d'Asie : le Turkménistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Kazakhstan⁴. Intervenant dans le Moyen-Orient, zone de guerres et de tensions maximales, le rôle du CENTCOM revêt une importance particulière, le quartier général du CENTCOM basé en Floride (avec un quartier général avancé, plus près des champs d'opération, installé au Qatar), a la responsabilité de conduire les opérations en Irak et, en en partenariat avec l'OTAN, en Afghanistan.

Troisième aire de responsabilité couvrant l'Eurasie, le Commandement Pacifique (PACOM), créé en 1947. Le PACOM en englobant l'Inde et sa périphérie, la Péninsule indochinoise, l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Chine, Taiwan, la Mongolie, les deux Corées, le Japon, l'Océanie, les îles du Pacifique et en ayant le contrôle d'une zone maritime qui s'étend des côtes du continent américain aux côtes de l'Afrique et de l'Arctique à l'Antarctique, peut être considéré comme l'aire cruciale du dispositif en raison de l'immense espace

³ United States European Command, « Transformation du théâtre stratégique ».

http://www.eucom.mil/french/French_Transformation.asp

⁴ Le Soudan, l'Éthiopie, l'Érythrée, Djibouti, le Kenya et la Somalie sont encore rattachés au CENTCOM, mais ils seront inclus ultérieurement à l'AFRICOM.

qu'il couvre (plus de 20 % de la superficie du globe), du fait aussi que 60 % de la population mondiale vit dans cette zone et que s'y côtoient les six armées les plus nombreuses en effectifs dans le monde : celles de la Chine, des États-Unis, de la Russie, de l'Inde, de la Corée du Nord et de la Corée du Sud.

Une sixième zone, la zone de commandement pour l'Afrique (AFRICOM), a été créée en 2006 et doit devenir opérationnelle en 2008. L'AFRICOM a la responsabilité de l'ensemble du continent, sauf l'Égypte (la Corne de l'Afrique lui sera rattachée quand il sera pleinement opérationnel). Il s'agit là d'un signe évident de l'importance stratégique de ce continent en raison de deux nouvelles données. Premièrement, conséquence de la politique états-unienne de clash des civilisations au Proche et Moyen-Orient, la montée d'un islamisme radical dans le Maghreb, l'Afrique sahélienne et au-delà jusqu'en Nigeria. Ensuite, l'influence économique et politique grandissante de la Chine. Bien que située à sa périphérie, l'insertion de cette sixième zone dans le cadre eurasiatique est évidente, en témoigne le fait que le siège de son commandement ne se trouve pas en Afrique mais au siège de l'EUCOM, à Stuttgart, en Allemagne.

Ces six aires de responsabilité géographique représentent un système global, coordonnant toutes les activités militaires et sécuritaires des États-Unis en s'appuyant sur un important réseau de bases. Selon le rapport du département de la défense des États-Unis (*Base Structure Report*, pour l'année 2007), le Pentagone disposait de 823 bases terrestres, navales, aériennes, nucléaires, de communication et de surveillance dans le monde, de 86 bases dans les territoires d'outre-mer états-uniens, auxquelles s'ajoutent une trentaine de bases de l'OTAN et des bases secrètes, y compris sur le continent européen. Si l'on rappelle que les États-Unis ont la plus puissante force aérienne et maritime au monde et bénéficient d'une grande avance technologique en matière de défense antimissiles, il n'est aucun domaine où leur suprématie est plus grande que dans le domaine militaire, avec l'objectif d'assurer leur hégémonie planétaire et d'imposer la domination du nouvel ordre économique néolibéral.

Ce n'est donc pas, comme il est dit, contre une menace particulière que représenterait l'Iran ou dans le cadre d'un dispositif de défense euro-atlantique que, le 22 janvier 2007, Washington a officiellement déposé un projet d'installation de batteries de missiles anti-balistiques sur le continent européen, à Gorsko en Pologne, et de radars antimissiles à

Brdy en République tchèque, mais comme une composante de ce système planétaire.

Des batteries de missiles anti-balistiques sont déjà installées en Alaska, en Californie, au Groenland et en Grande-Bretagne et l'installation d'antimissiles est également projetée au Japon ou en Corée du Sud. Ce n'est plus la menace iranienne qui est ici évoquée mais celle nord-coréenne. Chacun en convient, il est peu sérieux de prétendre que le dispositif de bases militaires et de boucliers anti-balistiques mis en place aurait pour seul objectif l'Iran et la Corée du Nord. Est-il possible que ces deux pays aient ou puissent avoir, dans les années à venir, la capacité de fabriquer et d'envoyer des missiles intercontinentaux représentant une menace pour les États-Unis et sa puissance de frappe militaire ?

Si l'on ajoute que des plans existent et qu'il y a des négociations pour l'installation de bouclier antimissiles en Australie, à Taiwan, dans le Golfe persique et en Israël, il apparaît clairement que l'enjeu est la maîtrise de l'Eurasie et la suprématie sur les puissances de ce continent comme la Chine, la Russie ou encore l'Inde, en mesure de contrecarrer les plans hégémoniques des États-Unis.

Un bouclier antimissiles pourquoi faire ?

Le rôle d'un bouclier antimissiles est d'atteindre un missile dans sa phase balistique, avant qu'il ne rentre dans l'atmosphère. Cela nécessite de recourir à des fusées et à un réseau de radars d'une haute technologie. Selon Georges Spriet⁵, la détection de missiles se réalise par des systèmes infrarouges dans l'espace, les radars de première alerte calculent le trajet du vol du missile hostile, puis des radars-X à haute fréquence sur les ondes courtes détectent les têtes (nucléaires ou fausses). Le missile d'interception est une fusée à trois étages qui porte l'EKV (Exoatmospheric Kill Vehicle) jusqu'au point d'interception. L'EKV reçoit de manière permanente l'information sur la localisation du missile attaquant et possède un système combiné de senseurs optiques et infrarouges pour suivre et analyser sa cible. Le Battle Management, Command, Control and Communications (BCM3) constitue le cœur du système. Il reçoit l'information et analyse

⁵ Georges Spriet, secrétaire général de VREDE, « Alerte OTAN ! », octobre-novembre 2007, Bruxelles.

les paramètres (vitesse, orbite, point d'impact). De petits moteurs mettent alors en position un module d'environ 65 kg afin d'obtenir le meilleur impact contre le missile hostile pour le détruire par la force cinétique (vitesse plus masse). La vitesse combinée de l'intercepteur et de la cible est supérieure à 24 000 km/h.

Il convient de préciser que le taux d'efficacité du bouclier antimissiles reste à démontrer en situation réelle, d'où l'importance qu'a revêtu pour le Département de la Défense, la destruction d'un missile espion devenu incontrôlable. Cette décision dénoncée par la Russie et la Chine comme un acte militaire ea suscité de nombreuses réserves, l'argument du risque toxique des 500 kg d'hydrazine contenus dans les réservoirs laissant très sceptiques les spécialistes. Ainsi, selon Marc Pircher, directeur du centre spatial de Toulouse : « Je suis assez surpris qu'on parle de ce risque puisque ce n'est pas la première fois qu'il y a un véhicule qui rentre (dans l'atmosphère) avec de l'hydrazine dedans. » ⁶

Dès le projet d'installation de missiles en Europe centrale connu, celui-ci a provoqué une vive réaction de la Russie, Moscou menaçant de déployer des missiles à Kaliningrad et de suspendre sa participation au traité sur les forces conventionnelles en Europe. Pour contrecarrer le projet états-unien, Vladimir Poutine a proposé, en juin 2007 à Washington, d'utiliser, comme alternative, une des stations radar russes les plus secrètes, installée en Azerbaïdjan. En septembre, le général O'Reilly, directeur adjoint de la Missile Defense Agency (MDA), a effectué une visite du site ; à son retour, il a reconnu l'efficacité du radar russe en dépit de sa technologie désuète, mais, a-t-il précisé, sauf à renoncer au projet d'une base antimissiles en Europe centrale, « le radar russe ne pourrait remplacer le système américain prévu en République tchèque et conçu pour le repérage de précision et le verrouillage de cible » ⁷. Cela étant, le général O'Reilly précisait « que le système russe offrait une ressource extrêmement intéressante pour la détection de missiles balistiques en provenance, par exemple, de pays comme l'Iran » et, sur la base de son rapport, les États-Unis ont proposé à la Russie d'associer « l'utilisation de la station radar russe à un système de défense

⁶ NouvelObs.com, 21 février 2008.

⁷ Tom Shnaker, *New York Times*, 5 novembre 2007.

antimissile européen placé sous l'égide de Washington et de l'OTAN, comprenant l'installation d'un radar en République tchèque et de dix missiles intercepteurs en Pologne ».

Cette proposition montre clairement, d'une part la ferme intention de Washington d'installer un bouclier antimissiles en Pologne et République tchèque et, d'autre part, l'implication directe de l'Europe, au travers de l'OTAN, dans ce projet états-unien. L'interpénétration EUCOM/OTAN est d'une dangereuse ambiguïté en intégrant la défense européenne au système de défense des États-Unis, elle lie celle-ci aux décisions prises par le Pentagone puis, avec l'adoption en 1999 du « concept stratégique pour le *xxi*^e siècle », transformant l'OTAN d'une organisation militaire régionale, euro-atlantique, en une organisation militaire globale, pouvant intervenir tous azimuts, elle élargit cette subordination aux interventions hors zone.

Pour bien comprendre la signification de cet arrimage, entendons Daniel Fried, Secrétaire d'État adjoint américain aux affaires européennes et eurasiennes qui a déclaré en avril 2007 : « Depuis la guerre froide et son rôle régional dans les années 1990, l'OTAN s'est transformée en une organisation transatlantique effectuant des missions globales, de portée globale, avec des partenaires globaux... L'OTAN est en train de développer les capacités et les perspectives politiques nécessaires pour s'attaquer aux problèmes et aux éventualités qui surviennent dans le monde entier. »⁸ C'est dans cette logique et sous commandement états-unien que les armées européennes, membres de l'OTAN, participent à la politique de Washington menée par George Bush ou ses successeurs.

Où ses successeurs ? En effet, si les néoconservateurs au pouvoir sont un cas d'école d'une politique unilatéraliste, sans égard pour les alliés et brutalement interventionniste, il ne faut pas ignorer les tendances lourdes de la politique états-unienne. Un changement de président aux États-Unis peut certes infléchir la politique et les rapports de Washington avec ses alliés ou le recours, par l'hyperpuissance, à sa force de frappe mais, qu'il s'agisse du parti démocrate ou du parti républicain, les deux grands partis s'inscrivent l'un comme l'autre dans une logique politique, économique et militaire à caractère hégémonique. William Kristol et Lawrence Kaplan, dans l'ouvrage déjà référé, citent les quatre présidents des

⁸ 17 avril 2007.

États-Unis qui, à leurs yeux, ont, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, bien servi « la mission de l'Amérique ». Il s'agit pour ces deux idéologues néoconservateurs, de Truman, Kennedy, Reagan et Bush junior. Deux d'entre eux sont républicains, les deux autres démocrates⁹.

En matière de missiles, on peut considérer, plus qu'en tout autre domaine, la satellisation de l'Europe par le Pentagone accomplie. Le pouvoir de décision opérationnel revient au « Strategic command » (STRATCOM), dont le quartier général se trouve au Nebraska et qui a en charge les missions de renseignements et leur analyse, les opérations spatiales, la force de frappe globale et le système intégré de missiles. Tenant compte de la hiérarchie des commandements, il est évident que l'Europe ne dispose d'aucun pouvoir de contrôle réel sur les décisions du STRATCOM et le lancement de missiles, y compris depuis le sol européen.

La force des opinions publiques

Ceci explique l'opposition que rencontre le projet états-unien dans les populations polonaise et tchèque qui, dans le cas où des missiles ou radars viendraient à être installés sur leur sol, craignent de devenir une cible désignée. Ces mêmes craintes se sont exprimées lors de puissantes actions de désobéissance civile des Allemands de l'Ouest entre 1983 et 1987 quand l'OTAN voulut installer des fusées Pershing, ces manifestations amenèrent le retrait des fusées. Il y eut également d'importants mouvements de protestation, en Espagne, en Italie et en Grèce, contre les bases US et la présence d'armement nucléaire ressenties comme une menace. Sentiments de crainte que ne peut ignorer le nouveau gouvernement polonais. Beaucoup plus réservé à l'égard du projet que les frères Kaczynski, Donald Tusk, devenu Premier ministre, pose des conditions en demandant le renforcement de la défense antiaérienne de la Pologne par les États-Unis. Le gouvernement tchèque connaît lui aussi des difficultés avec son opinion publique.

Mais quelle peut être l'efficacité d'une défense antiaérienne pour protéger les populations ? Stanislav Kkaucky, un des meilleurs spécialistes tchèques de l'armement, écrit à ce propos dans *Britské Listy* : « Les multiples

⁹ *Notre route commence à Bagdad*, Éd. Saint-Simon.

discours théoriques sur les avions d'interception et autres systèmes de défense antiaérienne ne sont que du blabla – une façon d'avouer diplomatiquement que l'opinion publique ne peut pas comprendre les enjeux complexes de notre défense nationale. Mieux : le négociateur tchèque Thomas Klvana ose prétendre que la base de radars antimissiles saurait se défendre toute seule. »¹⁰

Heureusement qu'il y a encore des soldats Svejek en République tchèque pour terrasser la bêtise et Stanislav Kkaucky de poursuivre : « Il est regrettable que ce représentant du gouvernement tente de tromper l'opinion au lieu d'avouer simplement que personne ici ne se préoccupe sérieusement du problème de la protection de la base militaire de Brdy – nous jouons les autruches. Les Polonais, de leur côté, ont vite compris le problème et exigent des Américains le déploiement simultané de missiles Patriot. Leur portée n'étant que de 20 kilomètres, il en faudrait, pour protéger efficacement la totalité du territoire polonais, une quantité démesurée. Les Polonais le savent, et c'est pour cela qu'ils demandent l'impossible. Si les Américains n'accèdent pas à leurs exigences, les négociations se solderont par un échec imputable aux Américains. Étant donné que des radars antimissiles ne présentent à eux seuls aucun intérêt pour la Tchéquie, nous devrions, nous aussi, mettre un terme à ces négociations. Si, malgré une forte opposition de l'opinion publique, ce bouclier antimissiles finissait par se concrétiser, non seulement il ne résoudrait rien à nos questions de défense, mais en plus il apporterait des problèmes dont personne, aujourd'hui, ne peut mesurer la portée. »

Afin de réduire l'opposition de Moscou au projet états-unien, Condoleezza Rice et Robert Gates, ministre de la Défense, se sont même rendus à Moscou en octobre 2007 pour proposer que la Russie participe, à part entière, dans la conception et l'utilisation du système antimissiles en Europe centrale. Ils ont également proposé que la mise en service du système attende jusqu'à ce que la dangerosité de l'Iran soit établie par la « preuve définitive » que serait le lancement d'un missile test iranien d'une portée suffisante pour atteindre le continent européen.

Cette attitude de dialogue s'explique pour deux raisons, la première les réticences du Congrès des États-Unis qui envisage

¹⁰ 10 janvier 2008.

de réduire de 85 millions de \$ le budget prévisionnel du système de défense antimissiles sur le continent européen, la seconde les gouvernements tchèque et polonais n'ont pas encore donné leur accord à sa construction. Mais la logique hégémonique demeure et le 5 novembre 2007, Daniel Fried, confirmait à Bakou que les États-Unis poursuivent « les négociations avec la Pologne et la République tchèque [...] Nous espérons réussir et, si c'est le cas, nous mettrons en place un système radar pour la République tchèque et de missiles pour la Pologne ».

Les conciliabules engagés entre Washington et Moscou posent à nos gouvernants et aux Européens une question essentielle et de principe : est-il acceptable que ces négociations se poursuivent sans que les États européens y soient représentés, alors que les bases de missiles seront installées sur notre continent ? Comme Européens, nous ne devons pas accepter d'être de simples pions sur le grand échiquier eurasiatique de Washington. Comme Européens nous devons nous opposer à toute nouvelle spirale dans la course aux armements, sur terre et dans l'espace, et être solidaires avec ceux qui en Pologne et en République tchèque dénoncent l'installation de bases de missiles anti-missiles dans leur pays. A l'encontre des intérêts des peuples, lors du sommet de l'OTAN à Bucarest, du 2 au 4 avril 2008, les dirigeants européens ont avalisé l'installation de missiles antimissiles. C'est là une décision d'une grande gravité.

Il faut inverser la spirale mortifère de la logique de guerre, « guerre préventive », « guerre civilisationnelle », « guerre longue », qui sert à couvrir l'enjeu géopolitique majeur du XXI^e siècle et dont l'OTAN est un instrument.